

# aspects statistiques

évolution des prix à la consommation  
bilan 1980 et perspectives 1981 pour Genève

n° 17  
février 81

SOMMAIRE	Page
1. Vue d'ensemble	1
2. Evolution générale des prix à Genève	3
3. Principales variations de prix	10
4. Perspectives	12



## résumé

*L'évolution des prix à la consommation est souvent assimilée au seul taux de renchérissement annuel. Ce chiffre résume une multitude de variations de prix et résulte de nombreux mécanismes économiques. C'est du reste un des principaux indicateurs conjoncturels. La hausse des prix à la consommation est analysée selon différents critères dans ce fascicule. Ses divers aspects sont synthétisés en quelques tableaux et illustrés par des graphiques.*

*A Genève, l'indice des prix à la consommation a progressé de 4,0% en 1980 contre 5,0% en 1979. Dans un premier paragraphe, cette évolution est replacée dans un cadre international où la Suisse occupe à nouveau la première place grâce à la "stabilité relative" de ses prix et dans un contexte historique qui révèle une reprise de la poussée des prix après quelques années de hausse modérée. Cette accélération est plus évidente si l'on fait abstraction des perturbations entraînées par les prix des produits pétroliers.*

*La progression des prix en 1980 est analysée ensuite (§ 2) selon les groupes de dépenses, où le rôle moteur de l'alimentation est souligné, selon les genres de biens - les services augmentent moins que les marchandises -, et selon l'origine des biens. Puis, l'influence des ajustements de prix décidés par les pouvoirs publics, qui est faible, est examinée de même que l'éventuelle différence de taux de renchérissement selon les niveaux de revenu des ménages, qui n'est pas vérifiée. Enfin, les raisons de la plus faible hausse actuelle des prix à Genève qu'en Suisse sont exposées et les différences entre l'augmentation moyenne annuelle des prix et leur hausse annuelle sont expliquées.*

*Le paragraphe 3 passe en revue les plus fortes hausses et baisses de prix enregistrées en 1980.*

*Les perspectives pour l'année 1981 (§ 4), selon lesquelles la hausse annuelle des prix à la consommation s'établirait à 4,2% - 4,7%, tiennent compte de diverses hypothèses favorables pour l'évolution des prix, telles une politique monétaire restrictive et une appréciation du franc.*

# évolution des prix à la consommation

## bilan 1980 et perspectives 1981 pour Genève

### 1. Vue d'ensemble

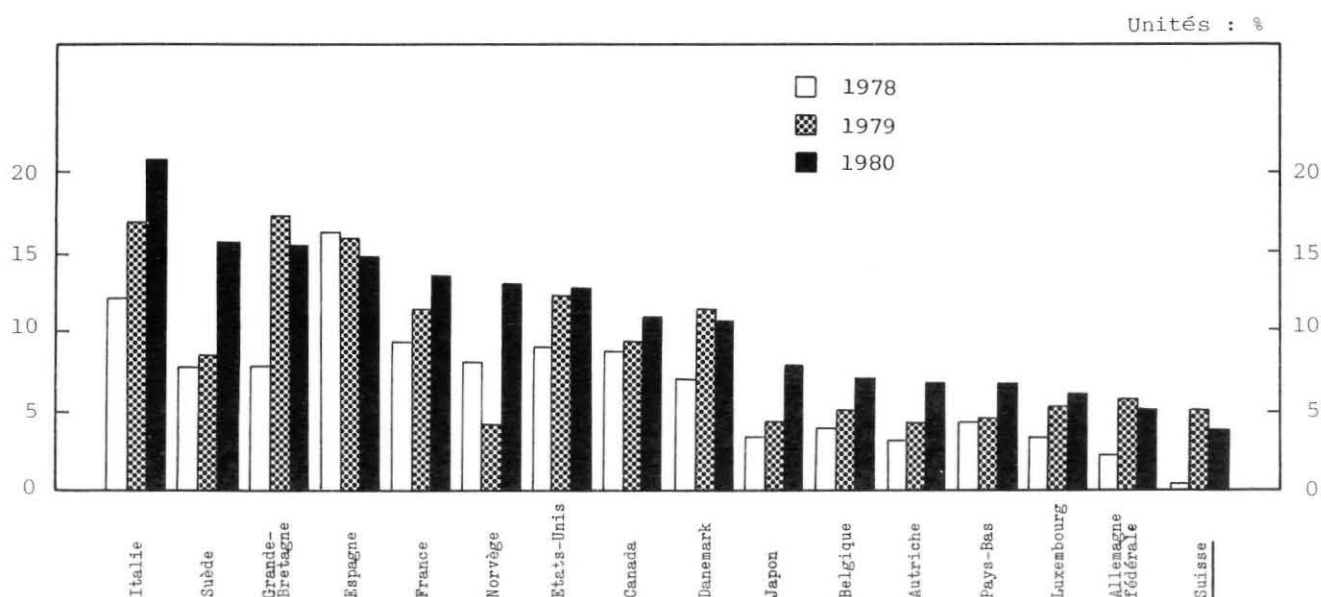
A Genève, la hausse du niveau général des prix à la consommation a fléchi en 1980 par rapport à l'année précédente. En effet, l'indice genevois des prix à la consommation a progressé de 4,0% entre décembre 1979 et décembre 1980 contre 5,0% durant les 12 mois précédents. Une même évolution est constatée pour l'ensemble du pays mais avec des taux sensiblement plus élevés : 5,2% de hausse en 1979 et 4,4% en 1980.

#### 1.1. Comparaisons internationales

La décélération de la hausse des prix à la consommation entre 1979 et 1980 est plus marquée à Genève et en Suisse que dans la plupart des pays industrialisés à économie de marché.

Des 25 pays membres de l'OCDE, seuls 7 terminent l'année écoulée avec une hausse annuelle des prix à la consommation "à un chiffre". Après sa forte poussée de 1979, le taux de renchérissement de la Suisse est à nouveau, en 1980, le plus faible de ces pays (3,7% entre octobre 1979 et octobre 1980, dernier mois disponible pour des comparaisons internationales). Outre la Suisse, les pays à faible taux de hausse des prix en 1980 sont : l'Allemagne fédérale (5,1%), le Luxembourg (6,0%), les Pays-Bas (6,6%), l'Autriche (6,7%), la Belgique (7,0%) et le Japon (7,8%). Tous ces pays avaient déjà enregistré des taux de hausse de prix relativement bas au cours des années précédentes.

Hausses annuelles<sup>1)</sup> des prix à la consommation dans divers pays de 1978 à 1980



1) Variation d'octobre à octobre.

Pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE, on constate une croissance ininterrompue du taux de hausse des prix à la consommation entre le deuxième trimestre 1978 et le début 1980 - le taux de croissance annuel passant de 7,8% en avril 1978 à 14,1% en janvier 1980. Cette phase d'accélération est suivie d'un faible ralentissement puis d'une stabilisation au cours du deuxième trimestre de l'année écoulée et, à nouveau, d'un léger fléchissement durant le second semestre 1980. En fin d'année, le taux de renchérissement annuel moyen des pays de l'OCDE se chiffre à 12,4%.

L'évolution des prix à la consommation en Suisse et à Genève se distingue de ce mouvement général par des taux nettement plus faibles, d'une part, et par des changements d'orientation plus rapides, d'autre part. L'accélération de la hausse des prix est limitée à l'année 1979, - le taux d'augmentation de l'indice genevois passant de 0,8% en décembre 1978 à 5,0% en décembre 1979 - et son fléchissement s'interrompt dès le troisième trimestre 1980.

Dans tous les pays, le mouvement récent des prix est notablement influencé par l'évolution des prix de l'énergie. Ainsi, les différences de profil entre la Suisse et la moyenne des autres pays industrialisés s'expliquent notamment<sup>1)</sup> par la nature de l'approvisionnement de la Suisse en produits pétroliers et par la situation de la concurrence sur ce marché, qui font que notre pays subit pleinement et rapidement la poussée de leur prix - souvent amplifiée sur le marché libre -, mais bénéficie également, dans de brefs délais, de leur stabilisation ou de leur recul. Ces éléments expliquent la forte sensibilité du mouvement général des prix en Suisse à l'égard des produits pétroliers<sup>2)</sup>.

## 1.2. Comparaisons temporelles

Le ralentissement de la hausse des prix à Genève en 1980 doit être interprété de façon nuancée. En effet, le taux d'augmentation de 1979 (5,0%) reflète largement les conséquences directes de la poussée des prix des produits pétroliers : celle-ci s'est traduite mécaniquement par une augmentation de 2,7% de l'indice genevois des prix<sup>3)</sup>. En 1980, au contraire, les prix du pétrole n'ont pas eu d'influence directe, sinon modératrice, sur la progression de l'indice. Ainsi, avec des prix de produits pétroliers constants, le taux de progression de prix à Genève aurait été de 0,7% en 1978, 2,3% en 1979 et 4,0% en 1980 contre effectivement, compte tenu de l'évolution des prix de l'essence et du mazout, 0,8%, 5,0% et 4,0%. Influence directe des prix du pétrole mise à part, on constate donc une accélération du rythme de la hausse des prix. Celle-là est de 1,6% en 1979 et de 1,7% en 1980<sup>4)</sup>.

---

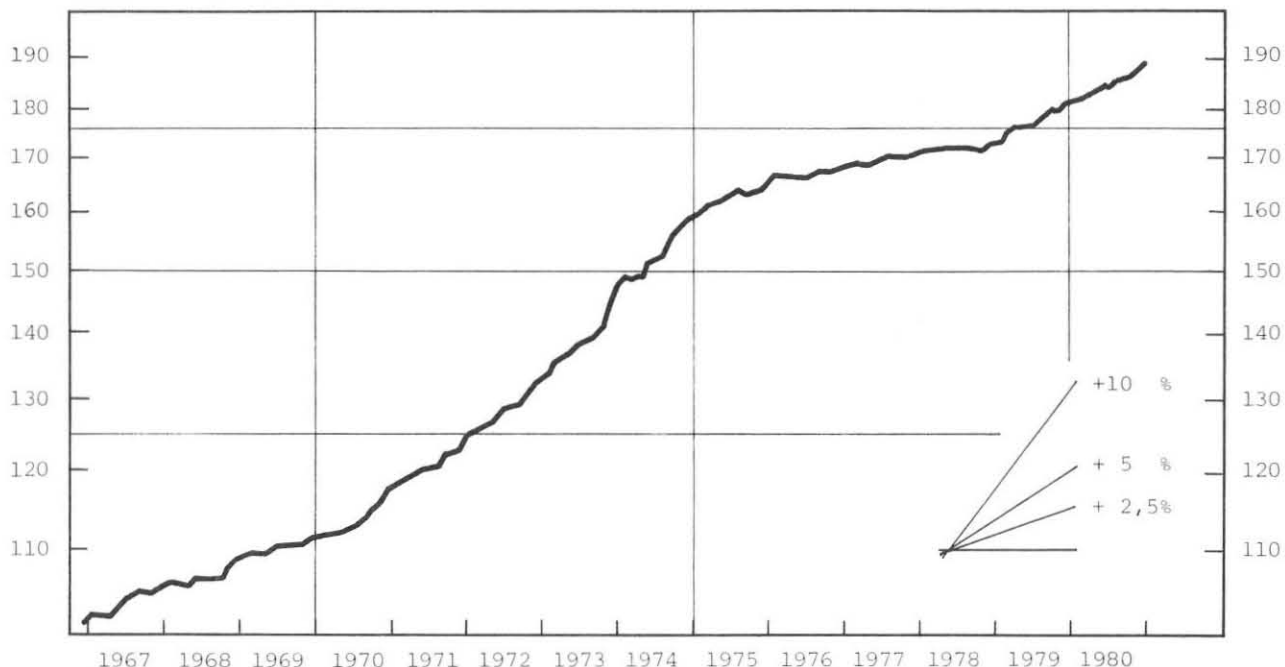
1) Il est évident, par ailleurs, que le mouvement des prix d'un pays est généralement plus affirmé que celui d'un ensemble de nations, qui exprime la tendance centrale de plusieurs évolutions particulières.

2) La répercussion rapide des fluctuations des prix des produits pétroliers enregistrées sur le marché libre eut pour conséquence que le pétrole fut, déjà en 1973, le principal moteur de la hausse des prix en Suisse et qu'il freina leur progression dès le début de 1974, alors que dans de nombreux autres pays ces fluctuations furent moins amples et plus étalées dans le temps.

3) Les effets indirects dus à la répercussion de la hausse des prix des produits pétroliers utilisés dans la production d'autres biens ne sont pas pris en compte. S'ils l'étaient, ils amplifieraient d'environ 50% les effets directs, selon certains experts. Cette répercussion est évidemment étalée dans le temps.

4) Dans ce texte, l'accélération est définie comme la différence arithmétique ou l'écart entre deux taux d'augmentation successifs.

Evolution<sup>1)</sup> des prix à la consommation à Genève, depuis 1966  
(septembre 1966 = 100)



1) Graphique semi-logarithmique : des variations relatives égales correspondent à des hauteurs égales en ordonnée; des taux d'augmentation constants sont donc représentés par des droites; l'échelle du graphique indique les pentes correspondant à quelques taux d'accroissement.

L'augmentation générale du niveau des prix à Genève en 1980 (4,0%) est légèrement inférieure à la hausse annuelle moyenne enregistrée durant les années 1970 (5,0%) mais dépasse nettement celle des cinq dernières années où furent constatées les progressions les plus faibles depuis 1960 : 1,8% en 1976, 1,7% en 1977 et 0,8% en 1978.

Les deux chocs pétroliers (1973-74 et 1979-80), la récession des années 1975-76, la forte appréciation du franc suisse (1976-78) ont marqué le profil du mouvement des prix en Suisse au cours des années récentes. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, on note une accélération de la hausse des prix durant une trentaine d'année, suivie d'un fléchissement depuis 1975 comme le montrent les taux annuels moyens d'augmentation des prix suivants : 1945-49 : 1,1%, 1950-59 : 1,2%, 1960-69 : 3,2%, 1970-74 : 7,7%, 1975-79 : 2,3%.

## 2. Evolution générale des prix à Genève

Les trois tableaux de synthèse des pages 6 et 7 présentent les données chiffrées annuelles essentielles et les graphiques de la page 9 retracent l'évolution mensuelle de l'indice genevois et de ses principales composantes depuis septembre 1977.

### *Evolution par groupe de dépense*

L'alimentation a été le principal moteur de la hausse des prix en 1980 : son augmentation de 7,0% (en 1979 : 4,0%) explique les 36% de la progression de l'indice genevois des prix à la consommation. L'instruction et les loisirs (6,4% contre 3,4% en 1979) ainsi que la santé et les soins personnels (4,5% contre 2,5% en 1979) ont également augmenté plus fortement que la moyenne et leur part à la hausse totale de l'indice s'élève à 34%.

Les loyers (1,7% contre 0,7% en 1979) et le chauffage et l'éclairage (- 3,2% contre 63,3% en 1979) on joué, au contraire, un rôle modérateur. Les évolutions des autres groupes sont légèrement inférieures ou égales à la moyenne générale : transports et communications : 3,0% (en 1979 : 4,9%), boissons et tabacs : 3,6% (en 1979 : 1,9%), habillement : 3,9% (en 1979 : 1,4%), aménagement et entretien du logement : 4,0% (en 1979 : 0,8%).

Mis à part le chauffage et l'éclairage ainsi que les transports et communications - pour lesquels les prix du mazout et de l'essence jouent un rôle déterminant -, tous les autres groupes de dépense ont connu une accélération marquée du rythme d'augmentation des prix d'une année à l'autre. Cette accentuation de la hausse a été atténuée par la légère baisse des produits pétroliers en 1980, qui succède à leur envolée de 1979. En effet, si ceux-ci étaient restés stables en 1979 et 1980, la décélération de 1,0% de la hausse des prix aurait fait place à une accélération de 1,7% comme indiqué précédemment.

### *Evolution par genre de biens*

Bien que ralentie d'une année à l'autre, la hausse des prix des marchandises (4,4% contre 7,1% en 1979) a dépassé celle des services (3,4% contre 2,8% en 1979).

La progression des biens durables, qui est restée modérée (2,3% contre 0,8% en 1979), a été nettement inférieure à celle des marchandises non durables (4,9% contre 8,6% en 1979). En 1980, 63% de la hausse des biens non durables s'expliquent par l'évolution des prix de l'alimentation alors qu'en 1979 les prix des produits pétroliers ont contribué aux 74% de la progression annuelle des marchandises non durables.

Pour les services, les prix de ceux fournis par le secteur privé (3,3% contre 2,3% en 1979) ont légèrement moins augmenté que ceux des services publics (3,9% contre 6,3% en 1979), dont la hausse s'est réduite fortement d'une année à l'autre au contraire des premiers cités.

### *Evolution selon l'origine des biens*

La hausse annuelle des biens et services indigènes (4,0% contre 2,5% en 1979) est proche de celle des marchandises importées (3,9% contre 12,8% en 1979). D'un semestre à l'autre, l'augmentation des prix des biens indigènes a légèrement regressed, passant de 4,1% à 3,8% en rythme annuel, alors que celle des marchandises importées s'est accentuée, passant de 1,9% à 6,0% en rythme annuel, sous l'influence notamment de l'évolution des prix des produits pétroliers qui ont repris leur mouvement ascendant après avoir diminué au cours des trois premiers trimestres.

Par ailleurs, la dépréciation du franc a pesé, d'une façon générale, sur les prix des importations. Entre le troisième trimestre 1978, où le cours du franc avait atteint son sommet, et le dernier trimestre 1980, sa valeur externe a baissé de 8,5% par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux du pays. Cette baisse se chiffre à 3,9% pour l'année écoulée. La dépréciation du franc vis-à-vis du dollar atteint même 11,1% en 1980.

### *Orientation à la hausse plus étendue*

Si l'amplitude de la progression du niveau général des prix à Genève a régressé d'une année à l'autre, le mouvement de hausse s'est notablement diffusé : le nombre des majorations de prix a augmenté. Une lente déstabilisation des prix à Genève et en Suisse caractérise l'année 1980, comme le montre l'analyse des fréquences des variations de prix, qui révèle les tendances profondes de leur orientation.

En effet, entre deux enquêtes successives, des hausses ont été relevées pour 12,9% des prix observés au cours de l'année écoulée, contre 8,5% en 1979 et 7,8% en 1978; des baisses n'ont été constatées que pour 5,8% des prix contre 7,0% en 1979 et 8,0% en 1978; enfin, la proportion des prix restés inchangés entre deux relevés a régressé légèrement pour s'établir à 81,3% contre 84,5% en 1979 et 84,2% en 1978.

La diffusion du mouvement de hausse des prix se vérifie également pour les loyers qui, en 1979, étaient relativement stables. D'une année à l'autre, la fréquence de hausses a passé de 2,8% à 5,3% et celle des baisses a diminué de 3,4% à 2,0%. Ce changement d'orientation est surtout marqué au cours du dernier semestre où la proportion des hausses est sept fois plus importante que celle des diminutions de loyer.

### *Influence des pouvoirs publics*

En 1980, plusieurs prix et tarifs fixés, influencés ou contrôlés par les pouvoirs publics ont été majorés (hausse des tarifs des CFF, des hôpitaux, des entrées aux installations sportives, déplaçonnement de la surtaxe HLM, majoration de la taxation indirecte des produits du tabac, hausse des prix du pain et de la farine, introduction d'une taxe sur le lait écrémé). Ces diverses mesures ont entraîné une hausse de 0,6% de l'indice genevois des prix à la consommation en 1980. L'année précédente, l'impact de ce type de majoration de prix était légèrement plus marqué et s'élevait à 0,7%.

### *Faible disparité sociale face à la hausse des prix*

Le fait que les prix de l'alimentation jouent un rôle moteur et déterminant dans l'augmentation actuelle des prix éveille parfois des préoccupations d'ordre social dans la mesure où les dépenses pour l'alimentation sont en proportion nettement plus élevées pour des ménages à revenu modeste que pour les ménages aisés<sup>1)</sup>. Toutefois, il ne faut pas ignorer que les différences de niveau de revenu, de situation socio-professionnelle ou de taille des ménages modifient non seulement les poids relatifs des principaux groupes de dépenses mais également leur structure interne<sup>2)</sup> et que les indices de prix qui couvrent un large champ de consommation, lui-même très diversifié, restent peu sensibles aux changements de pondération.

Sur la base des résultats d'un indice genevois des prix repondéré à des fins d'études, on constate une variation relative extrême de 0,2% en 1980 entre le taux d'augmentation du niveau général des prix subi par les ménages de salariés les

1) Dans l'indice actuel de base 1977 = 100, la pondération de l'alimentation est de 20,0%; elle serait de 24,4% pour les ménages les plus modestes et de 16,8% pour les plus aisés.

2) La modification de la pondération d'un groupe de dépense (par exemple : l'alimentation) ne résulte pas d'une variation proportionnelle de tous les postes qui le constituent, mais d'une redistribution complète et hétérogène de leur importance relative.

Evolutions trimestrielles et annuelles des prix à la consommation, à Genève

Unité : %

	Pondérations (%)	1979						1980					
		I	II	III	IV	annuelle (déc-déc)	moyenne annuelle	I	II	III	IV	annuelle (déc-déc)	moyenne annuelle
Indice général	100,000	2,1	0,9	1,2	0,7	5,0	3,7	0,7	1,1	0,7	1,4	4,0	3,8
<i>selon le groupe de dépense</i>													
Alimentation	20,000	1,4	0,5	2,4	-0,4	4,0	3,1	1,2	2,9	2,9	-0,1	7,0	5,7
Boissons et tabacs	5,000	1,0	0,4	0,1	0,4	1,9	2,5	0,6	1,0	0,7	1,3	3,6	2,3
Habillement	8,000	0,0	0,0	0,8	0,6	1,4	1,0	1,0	0,6	1,2	1,1	3,9	2,7
Loyer	19,000	.	0,4	.	0,3	0,7	0,9	.	1,4	.	0,4	1,7	1,4
Chauffage et éclairage	4,000	35,7	11,5	4,0	3,8	63,3	53,8	-5,8	-0,2	-7,6	11,5	-3,2	5,0
Aménagement et entretien du logement	7,000	0,1	0,4	-0,0	0,3	0,8	0,2	1,8	0,8	0,8	0,6	4,0	2,7
Transports et communications	15,000	1,6	1,3	0,5	1,5	4,9	3,1	0,4	0,5	-0,2	2,3	3,0	3,4
Santé et soins personnels	7,000	-0,0	1,0	1,2	0,3	2,5	1,5	3,7	0,2	0,1	0,5	4,5	5,1
Instruction et loisirs	15,000	1,1	-1,4	2,1	1,6	3,4	0,5	1,7	0,1	2,6	1,8	6,4	5,2
<i>selon le genre de biens</i>													
Marchandises	52,204	3,1	1,5	1,6	0,7	7,1	4,7	0,3	1,4	0,6	2,0	4,4	4,4
Biens non durables	41,990	4,0	1,8	1,9	0,7	8,6	6,4	0,4	1,5	0,6	2,3	4,9	4,9
Biens durables	10,214	-0,7	0,4	0,4	0,8	0,8	-2,1	0,2	0,8	0,6	0,6	2,3	2,0
Services	47,796	1,1	0,1	0,8	0,8	2,8	2,5	1,1	0,7	0,9	0,8	3,4	3,2
Services privés	41,413	0,6	0,0	0,9	0,7	2,3	2,1	0,7	0,8	1,0	0,8	3,3	3,0
Services publics	6,383	4,3	0,9	0,0	1,0	6,3	5,0	3,3	-	-	0,6	3,9	4,4
<i>selon l'origine des biens</i>													
Biens et services indigènes	74,338	0,9	0,1	0,9	0,6	2,5	2,1	1,1	1,0	1,0	0,8	4,0	3,3
Biens importés	25,662	5,9	3,0	2,2	1,2	12,8	8,4	-0,4	1,3	-0,1	3,1	3,9	5,2



## Evolution des indices suisse et genevois des prix à la consommation, de 1978 à 1980

Unité : %

Groupe de dépense	Evolution annuelle <sup>1)</sup> (déc.-déc.)						Evolution moyenne annuelle <sup>2)</sup>					
	1978		1979		1980		1978		1979		1980	
	Suisse	Genève	Suisse	Genève	Suisse	Genève	Suisse	Genève	Suisse	Genève	Suisse	Genève
Alimentation	2,7	2,2	5,0	4,0	7,9	7,0	4,0	3,4	3,7	3,1	6,9	5,7
Boissons et tabacs	2,0	2,0	2,1	1,9	4,3	3,6	1,2	1,3	2,4	2,5	2,7	2,3
Habillement	0,5	1,1	2,1	1,4	4,4	3,9	1,3	2,0	0,9	1,0	3,5	2,7
Loyer	0,1	1,1	0,4	0,7	2,4	1,7	0,3	1,6	-0,1	0,9	1,1	1,4
Chauffage et éclairage	1,0	0,3	57,3	63,3	-1,2	-3,2	-7,7	-7,5	51,6	53,8	4,8	5,0
Aménagement et entretien du logement	0,1	0,2	1,5	0,8	4,3	4,0	1,2	1,1	0,4	0,2	3,4	2,7
Transports et communications	0,2	0,2	5,1	4,9	3,2	3,0	0,5	-0,3	3,1	3,1	3,6	3,4
Santé et soins personnels	1,7	1,4	2,6	2,5	3,5	4,5	1,9	1,5	2,7	1,5	3,0	5,1
Instruction et loisirs	-1,1	-1,2	3,6	3,4	5,9	6,4	0,2	-0,3	0,8	0,5	5,3	5,2
Indice général	0,7	0,8	5,2	5,0	4,4	4,0	1,0	1,2	3,6	3,7	4,0	3,8

1) Variation entre les indices de décembre de deux années successives; mesure le glissement des prix entre deux dates.

2) Variation entre les moyennes arithmétiques des 12 indices mensuels de deux années successives; compare le niveau moyen des prix entre deux années.

 Moyennes trimestrielles et annuelles des variations des prix et des loyers <sup>1)</sup>  
 entre deux enquêtes successives, à Genève

Unité : %

Type de variation	1977	1978					1979					1980				
	IV	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année	I	II	III	IV	Année
Hausses des prix	8,1	8,2	7,1	6,5	9,5	7,8	8,7	7,1	8,7	9,4	8,5	12,0	12,7	11,3	15,5	12,9
Prix inchangés	85,6	84,3	85,6	85,3	81,7	84,2	84,6	86,3	84,0	83,3	84,5	82,6	82,1	82,1	78,6	81,3
Baisse de prix	6,3	7,5	7,3	8,2	8,8	8,0	6,7	6,6	7,3	7,3	7,0	5,4	5,2	6,6	5,9	5,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Hausse des loyers	7,5	.	5,9	.	3,2	4,6	.	3,0	.	2,7	2,8	.	4,0	.	6,6	5,3
Loyers inchangés	90,1	.	93,1	.	91,8	92,4	.	94,3	.	93,1	93,7	.	93,0	.	92,5	92,7
Baisse des loyers	2,4	.	1,0	.	5,0	3,0	.	2,7	.	4,2	3,4	.	3,0	.	0,9	2,0
Total	100,0	.	100,0	.	100,0	100,0	.	100,0	.	100,0	100,0	.	100,0	.	100,0	100,0

1) Enquêtes semestrielles portant sur les mois de mai et de novembre.

plus modestes, d'une part, et les plus aisés, d'autre part. La variation relative maximale est de 0,5% en moyenne par an depuis 1978. La disparité sociale des taux de hausse des prix peut actuellement être considérée comme négligeable<sup>1)</sup>.

#### *Hausse des prix plus faible à Genève qu'en Suisse en 1980*

Pour la deuxième année consécutive, l'indice genevois des prix à la consommation augmente plus faiblement que le suisse; l'écart (différence arithmétique) est de 0,4% en 1980 et de 0,2% en 1979. Les deux indices ayant une structure identique, ces écarts ne reflètent que des différences d'évolution des prix.

Certaines différences s'expliquent par de légers décalages temporels, soit dans l'observation des prix pour ceux qui fluctuent rapidement, soit dans leur mouvement effectif. Ces écarts se compensent généralement au cours des mois ou des années. Les prix du chauffage et de l'éclairage, dont la période d'observation est plus rigoureusement fixée à Genève qu'en Suisse, appartiennent au premier groupe alors que ceux des loyers, dont le profil de l'évolution est retardé à Genève par rapport à la Suisse - en raison d'un étalement plus grand des dates d'échéance des baux - sont typiques du deuxième groupe. Pour les loyers, la différence d'augmentation de -0,7% entre Genève et la Suisse en 1980 change de signe sur une période plus longue : +0,5% en 1979 et 1980 et +0,6% en 1978-1980.

Les seuls groupes pour lesquels un écart systématique est constaté durant les trois dernières années sont l'alimentation (-2,6% en 3 ans dont -0,9% en 1980) ainsi que les boissons et tabacs (-1,1% en 3 ans dont -0,7% en 1980)<sup>2)</sup>. Pour ces deux groupes, le fort degré d'urbanisation du canton, la structure du commerce genevois et la concurrence qui en découle constituent probablement des facteurs explicatifs déterminants.

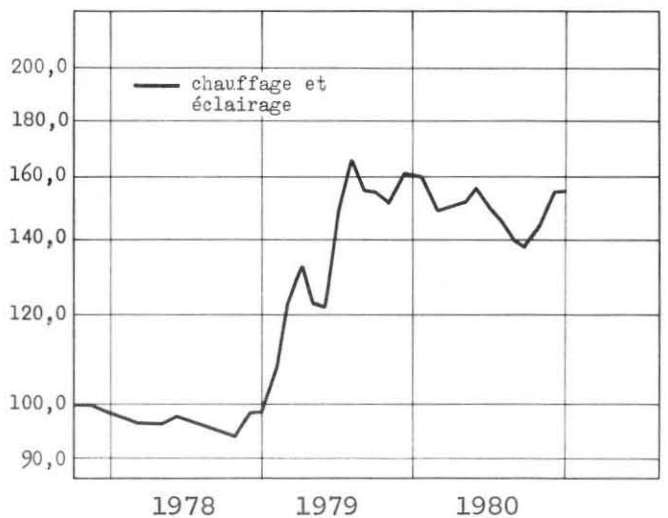
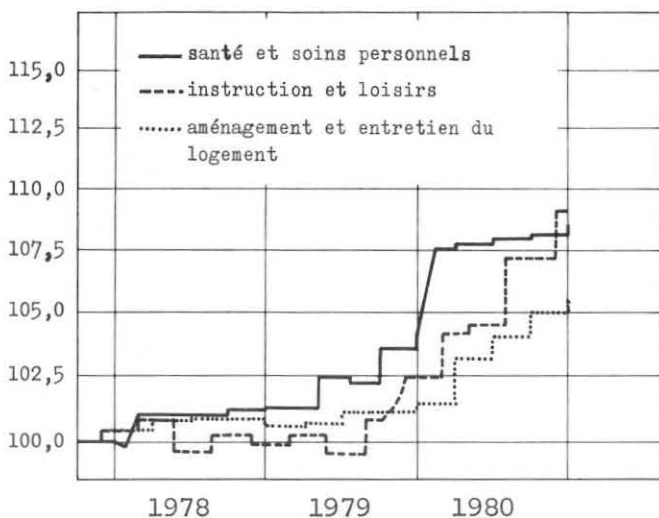
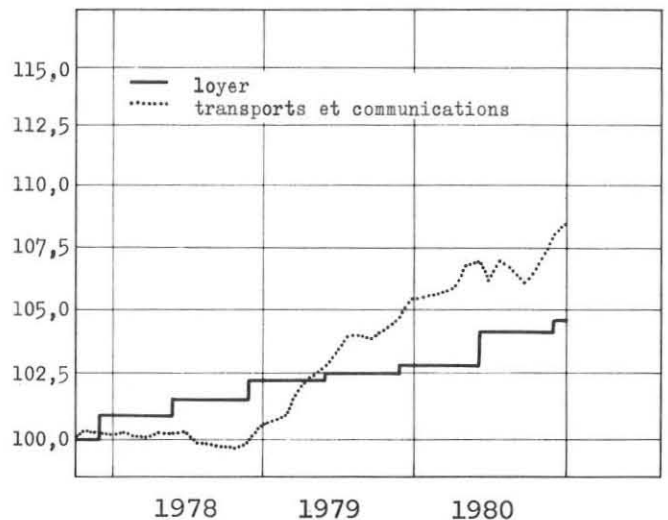
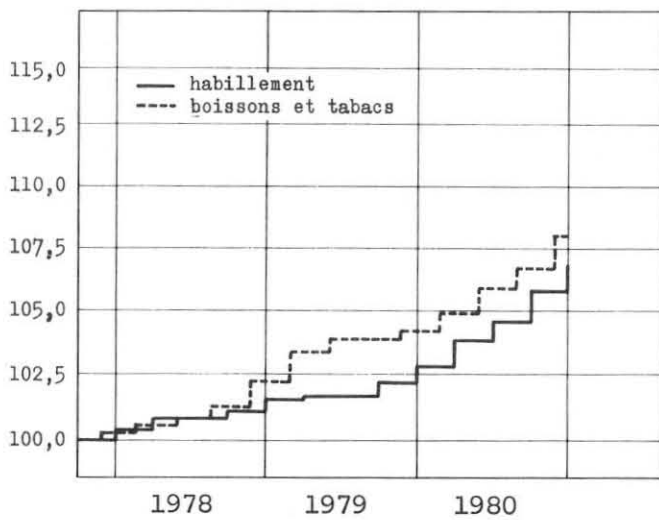
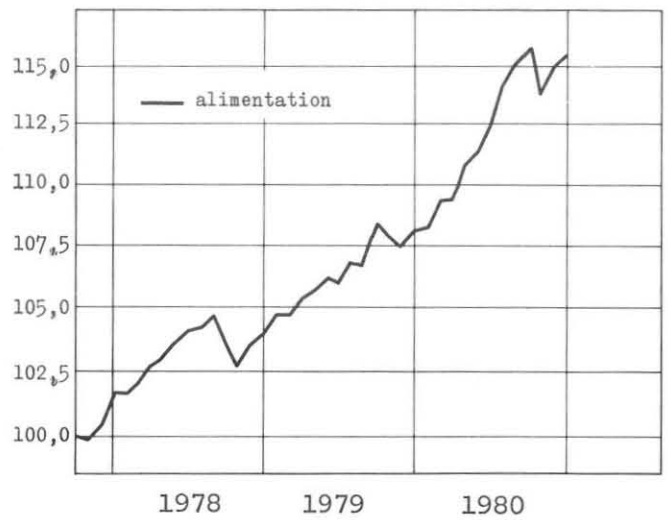
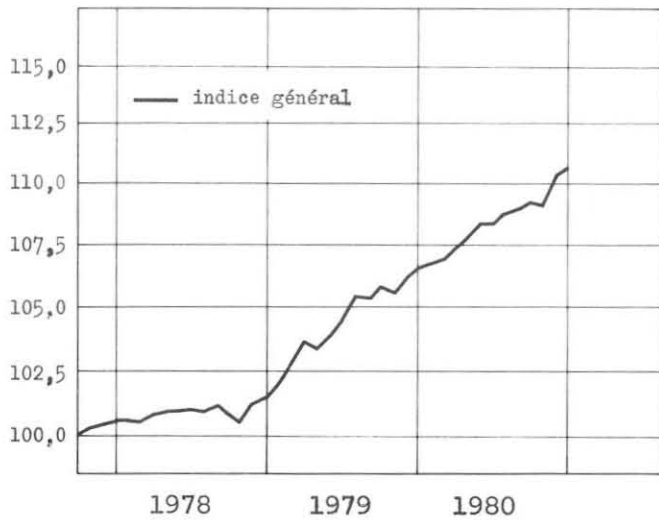
Les différences d'évolution des autres groupes changent de sens d'une année à l'autre et leur cumul est faible. En 1980, comme de façon générale depuis 1978, les prix de l'habillement, de l'aménagement et de l'entretien du logement ainsi que des transports ont légèrement moins augmenté à Genève qu'en Suisse au contraire de ceux de la santé et des soins personnels et de l'instruction et des loisirs.

#### *Hausse annuelle supérieure à l'augmentation moyenne annuelle*

Les taux d'augmentation annuelle des prix, mesurés de décembre à décembre, qualifiés parfois de taux "intra" ou de glissements, sont inférieurs depuis deux ans aux taux moyens d'augmentation annuelle qui mesurent la variation du niveau général des prix entre deux années successives (en établissant le rapport entre les moyennes arithmétiques des douze indices mensuels de chacune des années). La variation moyenne amortit ou retarde l'évolution mesurée sur un intervalle de 12 mois, qui indique le profil conjoncturel du phénomène étudié.

- 
- 1) Selon le niveau de vie atteint, les ménages ont un taux d'épargne, des parts de dépenses obligées ou, au contraire, discrétionnaires variables; ils peuvent modifier plus ou moins facilement l'affectation de leur revenu face aux changements des prix relatifs. Ces différences sont d'un autre ordre que l'hypothétique inégalité sociale du rythme de la hausse des prix.
  - 2) La hausse plus modérée de ces deux groupes à Genève explique la moitié de la différence d'évolution entre les indices suisse et genevois en 1980 et sa totalité en 1979. De l'évolution plus lente des loyers genevois en 1980 résulte le quart de la différence constatée en 1980.

Evolution<sup>1)</sup> de l'indice genevois des prix à la consommation  
(septembre 1977 = 100)



1) Graphiques semi-logarithmiques : des variations relatives égales correspondent à des hauteurs égales en ordonnées; des taux d'augmentation constants sont donc représentés par des droites.

Lorsque le rythme de hausse des prix fléchit, la moyenne annuelle est supérieure à l'augmentation annuelle calculée de décembre à décembre (exemple : 1978 : 1,2% contre 0,8%), et lorsque ce rythme s'accélère la moyenne est inférieure à la hausse annuelle (exemple : 1979 : 3,7% contre 5,0%). En 1980, malgré le fléchissement de la hausse annuelle des prix par rapport à 1979, la moyenne reste inférieure (3,8% contre 4,0%). Ce phénomène s'explique par la forte accélération de la hausse des prix enregistrée au dernier trimestre 1980. En effet, de février à octobre 1980, la variation moyenne annuelle a dépassé régulièrement la hausse calculée sur 12 mois.

### 3. Principales variations de prix

La hausse annuelle de l'alimentation (7,0%) découle principalement des augmentations des prix du sucre (52,0%), des légumes (36,0%) et des fruits (14,7%), qui sont influencés par des facteurs climatiques et le renchérissement de l'énergie. D'autres variations significatives ont porté sur les potages en sachet (9,5%), les poissons (8,9%), le lait "drink" (7,2%), les produits à base de céréales (8,6%) - en particulier, les pâtes (15,0%), le pain (7,6%) et les autres articles de boulangerie (9,1%) -, les confitures et le miel (7,5%) ainsi que les oeufs (5,6%). En revanche, les prix de la viande et de la charcuterie (1,1%) sont restés pratiquement stables alors que ceux du café en grains (- 2,8%) et de certaines préparations à base de lait (- 2,8%) ont diminué.

L'évolution des prix des boissons et tabacs (3,6%) s'explique principalement par les hausses du vin blanc (7,8%), de la bière (5,6%), du vin rouge (3,3%), des eaux minérales (3,3%) et des produits du tabac (5,2%). Une baisse a été constatée sur le jus de pomme (- 1,8%).

La hausse des prix de l'habillement (3,9%), qui s'est accentuée au second semestre, résulte principalement de celle des chaussures (6,9%). Les articles de lingerie (4,1%) ont légèrement plus augmenté que les vêtements (3,0%).

La progression du groupe des loyers est restée modérée (1,7%). Elle a été influencée par le déplaçonnement des surtaxes HLM mais a encore été peu marquée par les conséquences du relèvement des taux d'intérêts hypothécaires intervenu au printemps.

Le recul des prix du groupe du chauffage et de l'éclairage (- 3,2%) recouvre une hausse de 14,5% des combustibles solides (bois et charbon) qui est largement compensée par la baisse de 4,5% des prix du mazout. Ceux-ci ont diminué de 17,9% au cours des trois premiers trimestres de l'année avant de s'élever à nouveau de 16,2% au cours des trois derniers mois.

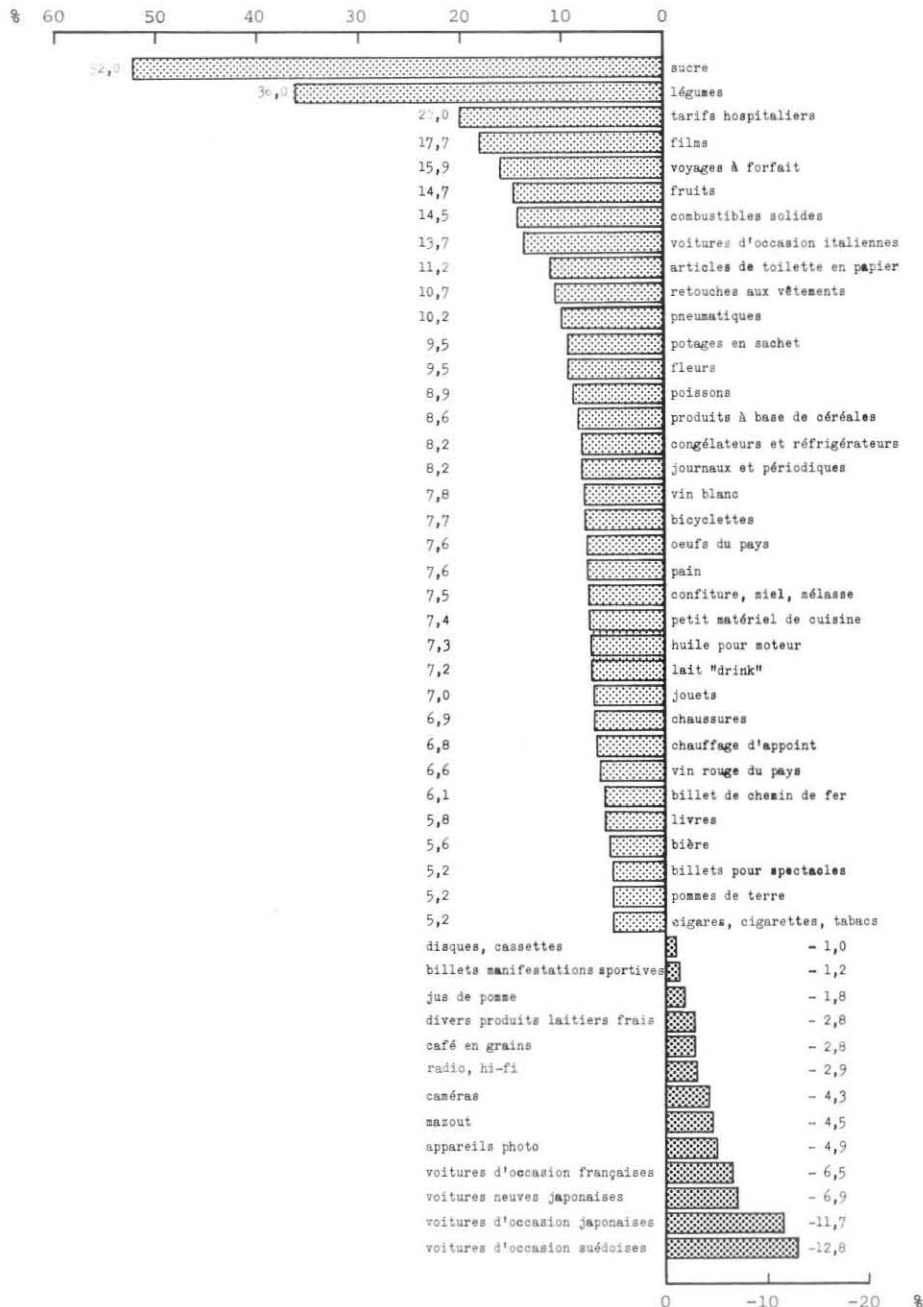
La plupart des articles d'aménagement et d'entretien du logement (4,0%) ont augmenté à un taux proche de la moyenne du groupe, comme, par exemple, les machines et appareils ménagers (4,1%), les meubles (3,9%), la literie et le linge de maison (3,4%) et les tapis (3,0%). En revanche, les produits de lessive et de nettoyage (4,8%) et le petit matériel de cuisine (7,4%) ont subi des hausses plus marquées.

La variation du groupe transports et communications (3,0%) découle principalement des hausses des pneus (10,2%), des bicyclettes (7,7%), de l'huile pour moteur (7,3%), des réparations des voitures (6,2%) et de l'essence (4,9%) dont le prix a suivi le cours du dollar. Les prix des voitures neuves ont augmenté modérément (2,9%) et ceux des voitures japonaises ont même diminué (- 6,9%). Les prix des voitures d'occasion ont diminué (- 0,4%) en raison d'une offre excédentaire liée au renouvellement du parc de voitures.

La hausse des prix de la santé et des soins personnels (4,5%) s'explique principalement par l'adaptation des tarifs hospitaliers (20,0%). Les prix des médicaments ont faiblement augmenté (2,2%). D'importantes variations de prix ont été enregistrées sur les articles de toilette en papier (11,2%) ainsi que sur les dentifrices (5,7%) et savons (4,9%).

L'augmentation des prix de l'instruction et des loisirs (6,4%) provient des fortes hausses des films (17,7%), des voyages à forfait (15,9%), des livres (9,7%), des fleurs (9,5%), des journaux et revues (8,1%), des cours (7,7%) et des jouets (7,0%). En revanche, les prix des appareils audio-visuels ont poursuivi leur baisse (-1,6% en moyenne).

Les plus fortes variations annuelles de prix, à Genève, en 1980



#### 4. Perspectives

Le service cantonal de statistique ne dispose pas de moyens importants pour faire ses propres prévisions de taux de renchérissement. Par ailleurs, ces estimations prennent plus logiquement place à l'échelon national.

En retenant les estimations<sup>1)</sup> les plus cohérentes annoncées pour la Suisse par divers organismes publics et privés et en examinant les hypothèses qui les soutiennent, on peut avancer comme probable un taux annuel d'augmentation des prix à la consommation de l'ordre de 4,2% à 4,7% pour 1981. Cette estimation est légèrement plus élevée que celles de nombreux instituts car elle tient compte d'une analyse fine de l'évolution de l'année écoulée et de l'accentuation récente du rythme de la hausse des prix. Cette perspective escompte une politique monétaire restrictive et une appréciation du franc. La hausse des prix devrait encore s'accélérer au premier semestre, en raison de nombreux relèvements de prix, avant de fléchir légèrement jusqu'à fin 1981.

Divers facteurs influenceront les prix en Suisse en 1981 :

- le renchérissement des importations lié aux hausses des prix à l'étranger et à la dépréciation externe du franc au cours de l'année écoulée se répercuteront sur les prix intérieurs en début d'année; un ralentissement de la hausse des prix des marchandises importées et une appréciation du taux de change sont toutefois escomptés en cours d'année<sup>2)</sup>;
- le prix des produits pétroliers, exprimés en franc suisse, devraient diminuer en cours d'année compte tenu des excédents de production, des écarts subsistant entre les prix du marché libre et ceux pratiqués par les pays producteurs et de l'appréciation probable du franc;
- la détente attendue de la demande, liée à un léger affaiblissement conjoncturel, ainsi que la politique monétaire restrictive de la BNS devraient apaiser le mouvement des prix dans la seconde moitié de l'année;
- l'ajustement des salaires nominaux à l'augmentation des prix et certaines hausses réelles se répercuteront également sur les coûts et les prix selon l'évolution de la productivité des divers secteurs économiques;
- si les hausses des taux d'intérêt hypothécaire (celle du printemps dernier et celle du printemps prochain) influencent plus fortement les loyers que les baisses successives intervenues entre 1977 et 1979, les loyers pourraient jouer un rôle majeur dans la progression des prix<sup>3)</sup>. La pénurie relative qui règne sur le marché du logement constitue, à Genève, un facteur de renchérissement supplémentaire.

---

1) Certaines estimations portent sur la hausse annuelle des prix à la consommation, d'autres sur la hausse de la moyenne annuelle de ces prix, d'autres sur l'évolution des prix implicites de la consommation privée ou encore du PIB.

2) Le cours de change réel du franc a baissé de - 17,5% entre le troisième trimestre 1979 et le quatrième de 1980 et de - 8,1% durant les 4 trimestres de l'année écoulée.

3) Une répercussion complète et mécanique des hausses du taux d'intérêt hypothécaire aboutirait à une augmentation de 2,5% de l'indice des prix à la consommation sans tenir compte du renchérissement des logements nouvellement construits. Cette évolution serait cependant étalée sur plusieurs semestres.

### Collection "Aspects statistiques"

#### Déjà paru :

- No 1 — Programme 1977-1981 des investissements publics à Genève (Février 1977, 35 pages, prix : 4 F.)
- No 2 — Les locaux commerciaux vacants au 1er décembre 1976 dans le canton de Genève (Mars 1977, 7 pages, prix : 3 F.)
- No 3 — Le secteur public à Genève. Analyse descriptive selon le recensement fédéral des entreprises de septembre 1975. (Extraits du volume No 1 paru dans la collection "Etudes", Mai 1977, 84 pages, prix : 5 F.)
- No 4 — Dépenses pour les constructions dans le canton de Genève en 1976 et 1977 (Mai 1977, 21 pages, prix : 4 F.)
- No 5 — Evolution de l'emploi à Genève depuis 1973 (Juin 1977, 28 pages, prix : 4 F.)
- No 6 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1977. (Février 1978, 61 pages, prix : 5 F.)
- No 7 — Dépenses pour les travaux de construction en 1977 et 1978 à Genève (Avril 1978, 32 pages, prix : 4 F.)
- No 8 — Recensement fédéral des entreprises 1975 à Genève (Juin 1978, 60 pages, épuisé.)
- No 9 — Les organisations internationales à Genève en 1977-1978. Emplois, dépenses et réunions internationales (Décembre 1978, 44 pages, prix : 4 F.)
- No 10 — Francs suisse et économie genevoise. Quelques considérations générales sur l'évolution du cours du franc suisse; enquête auprès d'un échantillon d'entreprises; tourisme et hôtellerie (Janvier 1979, 52 pages, prix : 4 F.)
- No 11 — Perspectives d'évolution de la population du canton de Genève. Edition 1979 (Février 1979, 56 pages, prix : 5 F.)
- No 12 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1978 (Février 1979, 56 pages, prix : 5 F.)
- No 13 — Dépenses pour les travaux de construction en 1978 et 1979 à Genève (Mai 1979, 28 pages, prix : 4 F.)
- No 14 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1er décembre 1979 (Mars 1980, 51 pages, prix : 5 F.)
- No 15 — Evolution de l'emploi à Genève (Mai 1980, 80 pages, prix : 5 F.)
- No 16 — La dépendance économique des entreprises du canton de Genève. Analyse par type et degré de dépendance, région et branche économique (Octobre 1980, 31 pages, prix : 5 F.)
- No 17 — Evolution des prix à la consommation. Bilan 1980 et perspectives 1981 pour Genève (Février 1981, 12 pages, prix : 5 F.)
  - Résultats des votations et élections à Genève (Publication annuelle, disponible depuis 1977, prix du numéro : 5 F.)

#### Prochaine publication :

- No 18 — Les organisations internationales à Genève. Emplois, dépenses et réunions internationales en 1979-1980 (12 pages, prix : 5 F.)

**Rédaction, commandes et envoi :**

Service cantonal de statistique, 8, rue du 31-Décembre  
Tél. (022) 36 14 00

Case postale 306, 1211 Genève 6  
Compte de chèques : 12 - 6310